

**6 EME FORUM INTERNATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
« ZAKAT, WAQF, PHILANTHROPIE & FINANCE ISLAMIQUE »
ZWP&IF 2022**

L'institution de la zakat : Un fond de développement au Maroc

« Une étude descriptive »

MENNANI MAHA

Doctorante - ENCG Marrakech\ Université Cadi Ayyad Marrakech - MAROC

mennani.maha@gmail.com

Pr. ATTAK EI HOUSSAIN

ENCG Marrakech\ Université Cadi Ayyad Marrakech - MAROC

attak.elhoussain@gmail.com

Résumé:

Dans le cadre de mise en œuvre d'un démarrage propice de la sphère économique et sociale, le Maroc s'est engagé dans une vision stratégique de consultation nationale pour renforcer, systématiquement, les aspirations de croissance des opérateurs économiques, institutionnels et sociaux. Cette dynamique de participation sociale a pour principale vocation de concrétiser un Etat de développement global en complémentarité avec l'opérationnalisation des orientations d'un nouveau modèle de développement dans le pays. En liaison avec la propagation des conséquences de la crise sanitaire de covid-19, le déploiement des alternatives intenses, en termes de financement des projets à caractère social, est devenu une nécessité afin de conditionner le mouvement de promotion d'un capital humain et social relativement soucieux de l'intérêt général. Dans ce sens, la concrétisation de l'esprit social de la zakat est fondée sur une sécurité sociale prévisible susceptible d'atteindre l'équilibre socio-économique, à grande échelle, dans un contexte d'efficacité de l'action économique et sociale. Or, le Maroc ne dispose pas jusqu'alors d'une institution chargée de la collecte et la distribution de la zakat ce qui rend difficile la mesure de ses potentialités effectives de croissance sur le plan économique et social.

Mots clés : *Institution de zakat, développement, socio-économique, Maroc.*

Abstract:

As a part of implementing a promising start to the economic and social sphere, Morocco has embarked on a strategic vision of national consultation to strengthen the growth aspirations of economic, institutional, and social indicators. The dynamic of social participation aims to concretize a State of global development in complementarity with operationalizing the orientations

of a new development model in the country. In connection with the spread consequences of the health crisis of covid-19, analyzing the intense alternatives, in terms of financing social projects, has become a necessity in order to promote human and social capital. In this sense, the realization of the social spirit of zakat is based on predictable social security to achieve socio-economic balance in a context of effective economic and social action. However, Morocco does not yet have an institution responsible for the collection and distribution of zakat, which makes it difficult to measure its potential for economic and social growth.

Keywords: *Institution of zakat, development, socio-economic, Morocco.*

1. Introduction :

A côté des politiques opérationnelles mises en place, l'engagement dans une démarche pragmatique de développement économique et social est devenu nécessaire pour redynamiser à nouveau les paramètres d'une croissance économique socialement et financièrement inclusive. L'activation de ce domaine nécessite la réalisation d'un consensus favorable entre les différentes parties prenantes engagées dans une communauté donnée afin de pouvoir soutenir, avec rigueur, les instrumentalités de cohésion et de stabilité sociale et sociétale, et donc parvenir à concevoir un équilibre ajusté des valeurs spirituelles et morales (Abdelmawla, M. A-2014). En effet, l'approbation de ces directives structurelles constitue un référentiel fluide devant le dressage des opportunités supplémentaires pour assurer un système performant de participation susceptible de bien veiller à :

- La réconciliation de la sécurité et la paix ;
- Le renouvellement efficace du contrat social entre l'Etat et la société civile ;
- La relance du secteur de sécurité sociale.

Dans ce sillage, le pilotage transversal des dynamiques de développement permet d'atténuer, avec rigueur, les déséquilibres locaux, régionaux et nationaux moyennant la promotion aussi bien des principes d'égalité, de transparence, de viabilité environnementale et sociétale que de redevabilité à tous les échelons. L'intégration des clauses de stabilité micro et macro-économiques s'avère utile pour consolider les pratiques de bonne gouvernance économique d'une part, et la performance des mécanismes sociaux d'autres part (Ab Rahman, A-2012). En outre, la promulgation d'une approche de protection de l'ordre socio-économique vise, en particulier, à

visualiser une nette amélioration du cadre politique et institutionnel pour être en mesure de cibler efficacement les vulnérables quant à l'équité de leurs droits humains au niveau économique et social. Conformément à la pertinence de l'effet de synergie entre les différents secteurs, le déploiement des normes significatives de développement durable reflète un aspect multidimensionnel de limitation des contraintes socio-économiques, dont initialement la pauvreté et le chômage. La concrétisation de ce panorama est tributaire de l'examen des fondements de l'économie réelle en adéquation avec les constats de l'économie islamique afin de favoriser le sens de prospérité socio-économique communautaire (Abd Samad, K.-2015).

D'ailleurs, la zakat renvoie bel et bien à un acte cultuel à vocation aussi bien économique, financière que sociale. L'importance de ce cadre de recherche s'inscrit bel et bien dans la levée puissante des axes de la finance islamique vis-à-vis de l'atténuation d'un état social équilibré sur le court, le moyen et le long terme. En effet, cette discipline a permis d'interpeller plusieurs acteurs de la réalité économique et sociale, et ce dans l'intention de pouvoir relier la pensée et les sciences de la charia à la pratique socio-économique. L'optimisation de la dynamique stratégique du système de la zakat a pour but d'insister sur la place cruciale de ce vecteur islamique envers la capitalisation de la puissance de justice socio-économique sur le moyen et le long terme, pour parvenir à s'aligner avec les orientations d'un nouveau modèle de développement de la sphère économique et sociale. A la lumière de ces construits, la zakat demeure, en pratique, une obligation religieuse prise volontairement au sein de la société marocaine. L'opérationnalisation de cet acte est tributaire de la mise en place d'une structure institutionnelle adaptée pour bien gérer les fonds émanant de la collecte et la distribution de la zakat. La standardisation de cette variable œuvre dans une vision globale de préservation des instances de développement (Ayuniyyah, Q-2020).

Dans quelle mesure, l'institution de la zakat contribuerait-elle à promouvoir les actions de développement au Maroc ?

Pour répondre à cette problématique, nous allons dans un premier axe aborder un aperçu synthétique sur la conception de la zakat , pour analyser en deuxième lieu les échelles de la zakat ; et partant traiter en dernière section, de cette étude documentaire qualitative descriptive, la portée du rôle du fond de la zakat comme un axe stratégique de développement aussi bien économique que social, tout en passant en revue d'un cadrage des défis et des enjeux d'institutionnalisation de la zakat dans le contexte marocain.

2. Aperçu synthétique sur le concept de la zakat :

2.1. Cadrage général sur la conception de la zakat :

Dans le cadre d'exploration du domaine de la finance sociale islamique, la description du mécanisme de la zakat, en tant qu'une aumône obligatoire, repose essentiellement sur l'analyse de sa contribution effective quant à la régularité des principes de justice, d'équité et d'entraide sociale. En effet, le développement de ce principe a été initié par les califes orthodoxes (Machhour 2016) puis confirmé en termes de jurisprudence pour être en mesure de justifier la nécessité des paramètres islamo-financiers dans la conceptualisation des approches de croissance aussi bien sur le plan économique que social. L'adaptation des ressources financières de charité religieuse requiert le déploiement de nouveaux leviers pour contribuer efficacement au développement durable à différents niveaux. Ainsi, la mobilisation des stratégies de responsabilité éthique et sociale veille à réussir l'approche de financement inclusif tout en respectant les fondements de base de la charia. L'intégration des fondations islamiques de bienfaisance constitue un projet mouvant à lever afin de renforcer la dynamique de cohésion sociale et de combattre les axes de pauvreté en interne et en externe, et ce dans le but de :

- Stimuler la productivité et la croissance économique grâce à l'amélioration du capital humain et social :
- Promouvoir l'approche d'entrepreneuriat pour lutter contre les inégalités sur le marché de travail ;
- Lutter contre l'exclusion sociale en améliorant les infrastructures socio-économiques de base.

Quant à l'état mondial de crise profonde, l'essor des alternatives innovante en matière de financement permet d'apporter une valeur ajoutée mouvante face à la rigidité des mutations économiques et sociales encourues. L'harmonisation du capital socio-économique est tributaire de l'opérationnalisation des axes de coopération islamique et financière susceptibles d'offrir des solutions novatrices pour répondre au processus de distribution équitable des aides sur le plan économique et social à part entière. Dans ce cadre d'analyse, plusieurs pays musulmans, majoritairement ou minoritairement, ont attesté l'utilité de recourir à un fond supplémentaire dédié à structurer les ressources caritatives pour des fins d'accélération des fonctionnalités de développement à la fois économique et social (Al-Malkawi, H. A. N-2018). La création de ce fond

d'impact socio-économique exige la mise en évidence de l'utilité de ce projet pour répondre à l'attractivité des indicateurs de croissance dans un contexte islamo-financier. De ce fait, la fondation zakataire transnationale tend pratiquement à fournir un nouveau cadre à fort incidence durable afin d'être en mesure de booster la séquentialité de croissance sur le plan aussi bien économique, financier que social (Amalia, E.-2019), et ce via :

- Une distribution juste et équitable de ressources ;
- L'amélioration de la capacité d'ajuster la collecte et la distribution des fonds zakataires ;
- Une forte coordination managériale entre le processus de collecte et de distribution des actifs émanant de la zakat.

2.2. Echelles de la zakat :

Dans le cadre d'accentuation des programmes gouvernementaux de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), une aide humanitaire d'une valeur de 2,2 milliards de dollars a été fournie pour encadrer un ajustement structurel de la sphère de développement en interne et en externe (Strik, 2015). En étant le troisième pilier de l'Islam, la zakat se traduit le plus souvent par dîmes ou aumône légale (Haq, Ashraf, & Farooq 2017). La détermination de cette conception est enracinée au niveau de la croyance pour faire appel à un prélèvement judicieux de 2.5% de richesse, dépassant un seuil prédéfini par la loi islamique, envers les ayants droits afin de favoriser l'esprit communautaire de justice sociale et solidaire (Malik, 2016). Ainsi, la contribution effective de ce transfert d'actifs est tenue à pouvoir alléger le niveau de la pauvreté et toute autre forme d'exclusion et de précarité sociale grâce à une redistribution équitable de ressources entre les différentes parties prenantes de la société. Cette dimension veille, essentiellement, à favoriser un dynamisme puissant des aléas d'un développement inclusif tout en tenant compte de l'efficacité des actions menées à des fins purement caritatives.

Cependant, eu égard à l'utilité cruciale de ce fondement islamo-financier en termes de préservation de l'ordre général, il s'avère nécessaire de procéder à son institutionnalisation pour capitaliser sa contribution dans l'atteinte des objectifs de développement durable inclusif. Différents pays développés et / ou en voie de développement ont misé sur la concrétisation du processus de mise en place d'un cadre institutionnel de la zakat afin de relativiser son impact vis-

à-vis de la croissance sur le court, le moyen et le long terme (Amor, S.-2016). Dans cette perspective, l'engagement international des organisations caritatives tend à promouvoir un fort secours humanitaire susceptible de limiter les manifestations d'injustice économique et sociale. En l'absence d'un cadre unifié spécialisé dans la collecte et la gestion des fonds émanant de la zakat, l'analyse des estimations de cette institution diffère d'un pays à l'autre en raison de la diversité des contributions et des rapports de recouvrement adopté :

- Une large estimation annuelle allant de 200 milliards de dollars US jusqu'à 1 000 milliards de dollars US dans le monde (Stirk, 2015).
- Une estimation annuelle fiable couvrant 5,7 milliards de dollars américains en Indonésie, au Yémen, en Arabie saoudite, en Malaisie et au Qatar (Stirk, 2015).
- La Fondation Américaine de la Zakat a réussi à collecter environ 9,7 millions de dollars américains en 2013 (Stirk, 2015).
- La Fondation Nationale de la Zakat au Royaume-Uni a distribué, relativement depuis sa création, 8 214 500 £ (« National Zakat Foundation (UK) », 2018).
- Depuis 2013, La Fondation Nationale de la Zakat en Australie a distribué 4 073 900 dollars australiens (« National Zakat Foundation (Australia) », 2018).
- Au niveau de l'Etat Indonésien, plus de 3,6 milliards de rands ont été collectés par les agences d'État en 2015, dont 63 % ont été désignés comme Zakat (BASNAS, 2017).

Dans la même perception, Shaik (2016) a bien veillé à examiner, en profondeur, une estimation relative de la valeur de la zakat en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) pour les pays membres de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI), et ce dans le but de visualiser la place de la zakat en termes de préservation des conditions symétriques de développement (Voir tableau 1 ci-après).

Tableau 1 : Estimation de la valeur de la zakat en pourcentage du PIB cas des pays de l'OCI

Country	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Albania	2.51%	2.46%	2.58%	2.57%	2.62%	2.60%
Azerbaijan	7.57%	5.92%	6.13%	5.86%	5.41%	5.83%
Bangladesh	3.48%	3.06%	3.01%	2.91%	2.83%	2.76%
Egypt	5.34%	4.02%	3.85%	3.99%	3.72%	3.69%
Indonesia	4.66%	4.03%	3.82%	3.69%	3.52%	3.53%
Jordan	5.84%	5.01%	4.79%	4.67%	4.50%	4.30%
Kazakhstan	3.62%	3.05%	2.97%	2.95%	2.72%	2.69%
Kyrgyz Republic	2.98%	3.02%	3.28%	3.12%	3.20%	3.13%
Malaysia	6.05%	5.99%	5.28%	4.85%	4.65%	4.59%
Morocco	5.61%	4.92%	5.02%	5.10%	5.16%	5.01%
Mozambique	1.21%	1.07%	1.12%	1.03%	0.98%	0.97%
Nigeria	1.80%	3.01%	2.30%	2.39%	2.22%	2.20%
Pakistan	3.06%	2.68%	2.68%	2.64%	2.59%	2.54%
Saudi Arabia	10.58%	8.81%	8.53%	8.85%	8.48%	8.45%
Tajikistan	2.39%	2.37%	2.44%	2.37%	2.36%	2.36%
Tunisia	4.20%	3.59%	3.66%	3.77%	3.77%	3.73%
Turkey	3.48%	3.80%	3.53%	3.55%	3.49%	3.42%

Source : Shaikh, 2016, p. 27

En outre, en mobilisant une démarche ajustée d'estimation de la Zakat en pourcentage du PIB, Shaikh (2016) a pu estimer la valeur potentielle de la Zakat en dollars américains au sein des différents États de l'OCI (voir tableau 2). La valeur totale de la Zakat dans l'ensemble des pays de l'Organisation de la coopération islamique est évaluée à plus de 187 millions de dollars américains.

Tableau 2 : Prévion de la collecte de Zakat pour 2013

Country	Potential Zakat Collectible (mln \$)
Albania	335
Azerbaijan	3,955
Bangladesh	4,144
Egypt	10,038
Indonesia	30,624
Jordan	1,447
Kazakhstan	6,232
Kyrgyz Republic	226
Malaysia	14,369
Morocco	5,202
Mozambique	152
Nigeria	11,460
Pakistan	5,895
Saudi Arabia	63,257
Tajikistan	201
Tunisia	1,754
Turkey	28,142
Total	187,432
Surplus/Shortfall	

Source : Shaikh, 2016, p. 30

3. La vision stratégique du fond de la zakat :

3.1. Perception sur le rôle du fond de la zakat :

L'intégration de cette nouvelle ère disciplinaire a pour principale vocation de bien veiller à l'ajustement d'une force supplémentaire de stabilité du tissu économique et social. Ce paysage est porté pour valoriser une approche non lucrative de l'économie réelle. Différentes initiatives ont été révélées pour concevoir l'engagement dans un investissement à caractère social, et ce dans l'intention de capitaliser le bien être communautaire sur le plan aussi bien économique que social. Face à ce constat, le domaine islamique couvre, récemment, un nouvel écosystème pertinent en termes d'harmonisation des acteurs entretenus à différents stades d'analyse. La zakat, en tant qu'outil islamo-financier, tente à mesurer la séquentialité de ce champ de manœuvre vis-à-vis de l'appropriation d'un cadre émergent d'une économie à fort impact social (AULIYAH, R-2021). Ce programme est titré pour attester les pratiques mouvantes à intégrer afin de réguler le secteur financier sur plusieurs échelles. La clarification de cette division est conçue pour développer des dispositifs puissants de financement à l'instar de la préservation de l'ordre général, et ce via :

- ➔ Le développement des outils de financement caritatif ;
- ➔ Le lancement d'une conception effective entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire et ceux émanant de la finance sociale islamique ;
- ➔ L'encouragement des fondations à caractère social ;
- ➔ L'expérimentation des fonds à fort impact social en termes de limitation des inégalités sociales majeures ;
- ➔ Le développement des programmes de recherche sur l'économie sociale et solidaire et l'économie islamique ;
- ➔ L'adaptation d'un nouveau cadrage réglementaire pour mieux gérer les innovations sociales.

Dans cette perspective, la conceptualisation économique, sociale et solidaire témoigne une alternative économique efficace pour contribuer positivement à un fort ancrage territorial sur différents horizons. La considération de ce volet permet de mobiliser des solutions préconisées pour démontrer une autre façon de conception de la valeur socio-économique ajoutée en interne et en externe. Cette prise de conscience est récurrente dans le cadrage d'abstraction islamo-financière dans le sens où il remet en question les implications citoyennes et communautaires quant à

l'atteinte des objectifs de développement durable inclusif, conditionné par une nette amélioration du bien-être économique et social. Ainsi, l'évolution du fondement de la zakat s'engage dans un modèle socio-économique adapté à la consolidation des réalités économiques pour agir, dans la mesure du possible, sur la plus-value sociale. L'alliance entre les valeurs économiques et celles islamiques s'inscrit bel et bien dans une perception pragmatique pour redynamiser le cycle de croissance d'une façon générale. Ce nouveau panorama est reconnu dans une démarche d'appartenance croisée à la maximisation de l'innovation sociale.

3.2. La zakat : une trajectoire de réduction des disparités économiques et sociales

Pour parvenir à basculer de nouveau les inégalités spatiales relevées sur le plan économique et social, les décideurs politiques sont tenus à mettre en amont des stratégies puissantes pour refléter d'avantage l'unicité communautaire à différentes perceptions. La concrétisation de ce volet émane essentiellement des incitations de l'économie formelle à relativiser la justice et l'équité sociale entre les différentes parties prenantes de la société. Dès lors, l'intégration des concepts islamo-financiers s'avère utile pour réussir l'approche d'inclusion participative des différents membres de la nation, et ce dans le but de cibler efficacement l'atteinte des objectifs de développement durable. L'implication active des institutions islamiques s'engage à fournir une aide organisationnelle pour limiter les disparités sociales et économiques sur différents stades d'analyse. La contextualisation de ce courant incitatif est tributaire de la reconnaissance de la contribution effective des instruments économiques islamiques dans la consolidation des bases de développement inclusif conçu aussi bien en interne qu'en externe (Aziz, Y.-2020).

D'ailleurs, Cette perception s'inscrit dans une dynamique puissante d'intégration des bases islamiques avec celles émanant de l'économie classique en termes d'atténuation des disparités économiques et sociales constatées à différentes reprises. Ce cas de figure a pour principale vocation de conserver les principes légitimes de capitalisation d'une limitation conséquente des inégalités économiques et sociales. La conceptualisation des aléas de croissance socio-économique est tributaire d'une gouvernance optimale de ressources pour offrir une politique sociale prévisible comme facteur prépondérant quant à l'ajustement de l'ordre économique et social à part entière. Dès lors, l'encadrement des principes de cohésion et de solidarité sociale implique l'enracinement d'une attention particulière pour pouvoir introduire une réforme globalisée de soutenabilité de l'activité économique et sociale (Bahri, E. S.-2020). L'introduction de cette vision témoigne le

traçage des orientations ciblées en matière d'atténuation de l'équité d'une part, et de garantie du bien-être économique, social, communautaire et moral d'autres part. Ainsi, l'examen de cette sphère d'équilibre fondé nécessite l'adoption d'une approche partenariale de développement, et ce à travers :

- ➔ La direction de la vie économique et sociale sous ses différents aspects ;
- ➔ La régulation de ressources économiques et sociales pour atteindre les objectifs d'un développement durable inclusif ;
- ➔ La mise en place d'une réforme institutionnelle relative à l'intégration des vecteurs islamo-financiers dans le cycle de croissance.

4. Méthodologie adoptée et objectifs de la recherche :

En complémentarité avec les objectifs de recherche, cet article vise à incorporer des idées permettant d'explorer les fondements méthodologiques de cette recherche dans l'analyse du domaine islamique. Pour cette raison, ce papier soutient l'ensemble des constructions sociales à travers l'appui des actions humaines à vocation sociale capable de renforcer les aléas de développement socio-économique majeur. Le présent document met en évidence une linéarité pour conceptualiser un agencement économique et social entre les orientations politiques et le régime islamique. Une méthodologie qualitative documentaire descriptive a été donc mobilisée afin de réussir le processus d'interprétation des normes relatives à l'élaboration des arguments solides pour une meilleure analyse de l'aperçu de cette recherche d'une part, et pour approfondir le soubassement théorique relatif à l'analyse de l'impact de l'institution de la zakat sur la promotion des aléas de développement au Maroc d'autres part.

5. L'institution de la zakat : une perception systématique de développement au Maroc

5.1. Le fond de la zakat : une approche incitative au développement

La prise de conscience de l'utilité des dimensions d'entraide a pour principale vocation de constituer une société socialement solidaire, et ce via la visibilité d'une claire réconciliation entre les actions et les moyens à mettre en place pour ordonner le sens d'une cohérence d'inclusion sociale au détriment d'un développement humain durable en interne et en externe (Begum, H.-2019). L'intégration des structurations sociales permet d'adopter une dimension aménagée pour contribuer, d'une manière indispensable, à la préservation d'une solidarité sociale à forte

appréciation ; et par conséquent limiter les écarts dus à l'accroissement des inégalités socio-économiques. Il est à signaler que le déploiement de la zakat veille à diminuer, efficacement la pauvreté et la vulnérabilité sous sa forme absolue et / ou relative (Djaghballou, C. E-2018), ce qui permet de capitaliser l'extension de l'ordre culturel dans la préservation des aléas de développement afin de participer positivement au processus d'intégration économique et sociale. La zakat est, de ce fait, une partie intégrante du développement communautaire économique et social. Elle engendre une incidence directe sur les agrégats de la demande globale dans un aperçu général.

L'essor d'un troisième secteur dans les économies modernes permet de financer systématiquement les actions évocatrices de l'ère socio-économique majeure. Les ressources philanthropiques facilitent la canalisation d'un capital social dédié à relativiser l'arrière-plan d'une croissance socio-économique soutenable (Colomes, J-2020). La définition de l'acte culturel représente un devoir religieux interpellant une purification de richesses afin de promouvoir une nette amélioration des aspects économiques et sociaux, et ce à travers la simulation des valeurs d'exploitation des moteurs de développement destinés à des fins purement productives. L'impact inclusif de l'institution de la zakat trouve ses racines en sa capacité à honorer le processus d'affectation juste et équitable des fonds collectés, et ce dans le but de pallier aux œuvres de qualification d'un statut social d'aisance favorable et au maintien d'un équilibre socio-économique global. La continuité de l'action zakataire est le fruit de modernisation de la sphère de production, de consommation et d'investissement d'un gouvernement donné, afin de renouveler le cycle économique et social dans sa globalité. Le recours à la zakat constitue un facteur politique émouvant à l'égard de la préconisation des piliers d'une justice inclusive au sein des communautés musulmanes (Bin-Nashwan, S. A.-2020).

A cet égard, les incitations financières et morales des œuvres sociales permettent de porter une nouvelle configuration de l'ordre socio-économique dans son ensemble, et ce dans le but de promouvoir une détermination judicieuse de la place des politiques islamiques dans la mise en application des stratégies susceptibles de consolider les valeurs éthiques de solidarité socio-économique majeure. L'effet de cette action se traduit le plus souvent par un mouvement de relance de la sphère économique afin de réaliser une inférence adéquate sur le plan social et sociétal. La politique de rationalisation de la pratique zakataire permet de dévoiler un nouveau segment de la finance économique islamique capable de contextualiser le cadre multidimensionnel de la zakat

envers la conduite des bases d'un développement durable favorisant ainsi les activités de cohésion sociale promouvant un bien-être humain, économique et social avec des considérations juristes et appropriées ; quant aux principes reconfigurant un modèle intégral de croissance soutenable et inclusive sur le court, le moyen et le long terme.

5.2. L'institution de la zakat : un axe stratégique de développement social et solidaire au Maroc

A l'ère de la modélisation d'un nouveau modèle de développement au Maroc, l'économie sociale et solidaire constitue un axe prédominant à dévoiler, avec certaine rigueur, pour pallier à la détermination des évolutions économiques, sociales et environnementales accélérées. La véritable résilience de ce contexte nouvellement émergé s'inscrit bel et bien dans la phase de réconciliation des leviers de croissance économique avec ceux relatifs au bien-être moral, social et communautaire. A cet effet, l'édification de nouvelles voies de promotion de développement socio-économique s'avère utile pour prévaloir des infrastructures modernisées susceptibles de combler les défaillances survenues en termes de centralisation des paramètres de développement. Le Maroc, est désormais un pays en voie de développement, a misé sur la polarisation de la société et du capital humain et social pour parvenir, en matière de croissance, à une inclusion et solidarité socialement durable. Sur la base de cette conception, la zakat reflète un outil socio-financier à caractère islamique permettant de canaliser les opportunités structurelles pour répondre aux objectifs de développement soutenable.

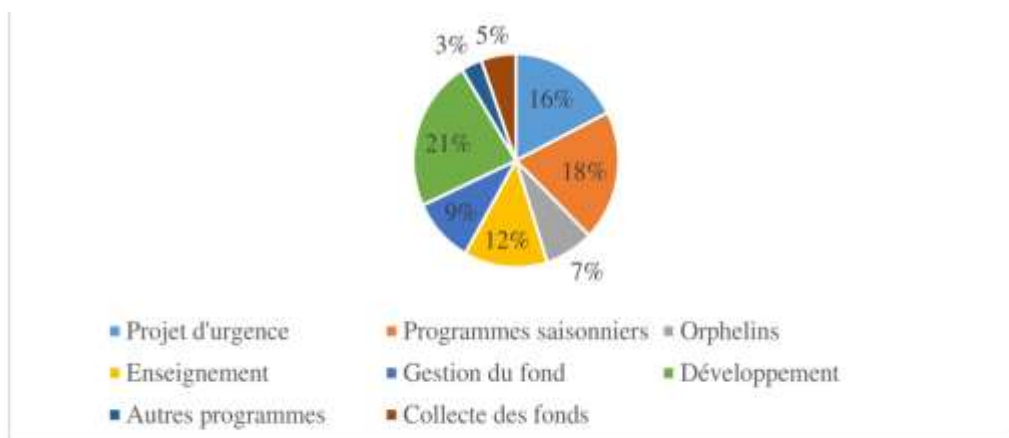
Le secteur de l'économie sociale au Maroc renvoie bel et bien à un secteur porteur et performant en termes de lutte contre toute forme d'inégalités socio-économiques, dont initialement la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale, et ce dans le but d'être en mesure de contribuer efficacement aux aléas de développement socio-économique inclusif. Au sens large, la dimension de l'économie sociale et solidaire intègre des plans stratégiques transversaux susceptibles d'accomplir des politiques de croissance économique et sociale intégrale. En effet, les objectifs assignés à cette action couvrent des axes relatifs à (Lahjouji, H -2016) :

- ➔ L'harmonisation et le renforcement de l'action publique en faveur du vecteur de l'économie sociale et solidaire ;

- ➔ L'émergence d'un secteur économique, social et solidaire performant capable de dynamiser l'infrastructure sociale pour lutter efficacement contre toute forme de vulnérabilité, de précarité et d'exclusion sociale ;
- ➔ L'amélioration de la visibilité permet de favoriser une nette contribution au développement territorial intégré sur le plan économique et social.

Ainsi, l'exploration de cette stratégie constitue une nouvelle opportunité pour le Maroc, au même titre que les pays sous-développés, en voie de développement ou développés, permettant de produire des orientations déterminantes, afin d'aboutir à un véritable changement admis à grande échelle. Se doter d'un tel cadre d'affirmation de développement facilite l'amélioration de la structuration sociale dans un pays donné, et ce grâce à un ancrage institutionnel des valeurs de solidarité sociale. Le schéma ci-dessous permet de mettre l'accent sur la politique de répartition de la zakat pour promouvoir les programmes de développement sur le plan économique et social.

Figure 1 : Répartition des fonds de la zakat



Source : Rapport annuel de 'Zakat Foundation of America' en 2018.

Ainsi, il s'agit d'un mécanisme puisant à l'égard de la concrétisation de l'ambition collective pour soutenir la dynamique participative entravant une pleine contribution aux orientations de cohésion et d'harmonie sociales admissibles. Cependant, le Maroc n'est pas doté, jusqu'alors, d'un organisme spécialisé de gestion des interventions relatives à la zakat. En adéquation avec les directives de reconfiguration optimale et spatiale, le Maroc est appelé à consolider ses efforts pour bâtir le privilège de favoriser une transformation structurelle de l'ordre socio-économique, grâce

au renforcement d'une solidarité organisée aussi bien entre les différentes parties prenantes qu'une juste contribution pour donner la visibilité de la place de la zakat quant à l'évaluation systématique des instances de croissance inclusive dans le contexte marocain.

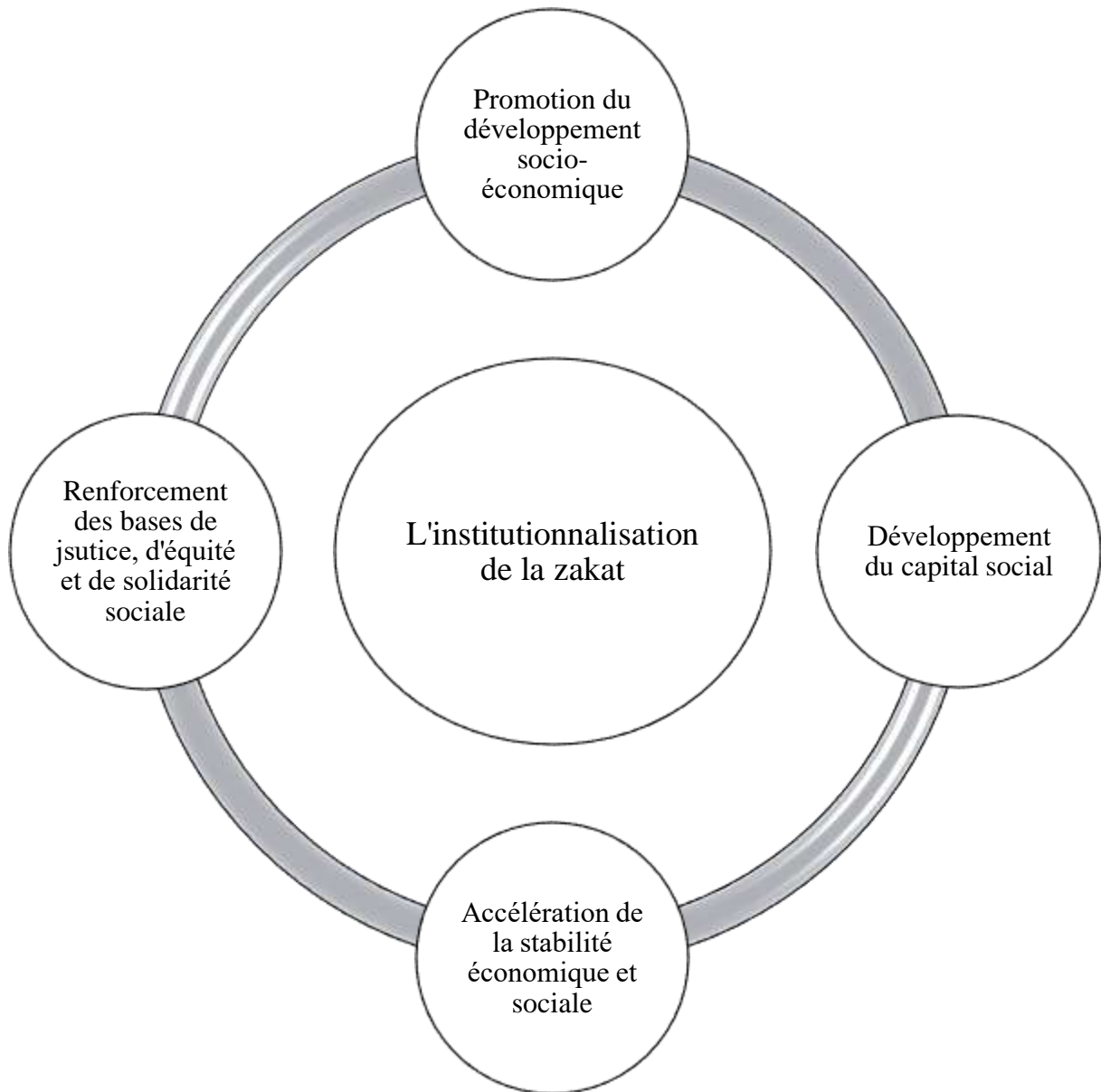
6. L'institution de la zakat : un vecteur de croissance économique et sociale au Maroc

6.1. La place de l'institution de la zakat vis-à-vis de la promotion de la croissance socio-économique au Maroc :

Compte tenu de l'intégration de la zakat dans l'établissement du bien-être humain, il s'avère judicieux de développer une nouvelle approche modulaire répondant, d'une manière significative, à la propagation des conduites de circularité des mécanismes de protection sociale au sein des communautés musulmanes (Bouanani, M.-2020). Dans ce sens, la dimension philanthropique rêvait un nouvel élan pour encourager la tenue de la pratique islamique dans l'aménagement de la sphère économique globale, et par conséquent être en mesure de réduire l'écart survenu au niveau socio-économique. Le recouvrement de la zakat, obligation religieuse, permet de subvenir aux objectifs socio-économiques, d'une part, et d'autre part augmenter le bien-être humain, économique et social (Cherkaoui, A.-2016). L'analyse de ce cadre incite systématiquement sur l'effet favorable de la dimensionnalité des actions morales et religieuses dans la promotion des bases d'un développement communautaire au niveau local, national et international.

De plus, la cohérence des instruments philanthropiques est le fruit prospère d'une connexion de services sociaux en harmonie avec la conceptualisation des implications pertinentes du modèle islamique dans la présentation de l'ordre économique et social. L'examen des spécificités du cadre économique et social islamique est caractérisé par le traitement de la place des fonctionnalités religieuses dans le maintien d'une évolution proportionnelle des potentialités islamiques quant aux mesures de développement économique et social. En tant que responsabilité morale et éthique, la zakat, troisième pilier de l'Islam, couvre un large champ en termes d'équilibre économique et social. Il s'agit d'une forme d'investissement social affectant systématiquement le bien-être humain au sens strict. Ainsi, la motivation intrinsèque admise, vis-à-vis du recouvrement de la zakat, a pour principale vocation d'adopter des mesures correctives pour limiter le fossé observable entre les riches et les pauvres d'une nation donnée (Choiriyah, E. A. N. M-2020).

Figure 2 : Perception sur le rôle de l'institution de la zakat



Source : Auteurs

Il est évident de rappeler que l'analyse de cette ambition économique-sociale nécessite la mise en place des paramètres testés empiriquement et théoriquement pour être en mesure de veiller à la discrétion d'une juste répartition de la richesse. La conviction conjuguée, actuellement, remonte à la concrétisation d'un engagement solide permettant d'opérationnaliser une forte contribution pour reconsidérer à nouveau l'ordre socio-économique au sens global. L'homogénéité de cette

redevance islamique est tributaire du renforcement des liens sociaux pour booster le processus de protection sociale, et par conséquent dynamiser la sphère de développement inclusif, communautaire et durable sur le moyen et le long terme. L'activité de l'économie sociale a pour principale vocation de favoriser une industrie prioritaire susceptible de garantir un service transparent et socialement équitable capable de palier à l'émergence d'une valeur sociale capitalisant un cycle de production économique accentué. En d'autres termes, la perspective de la finance philanthropique couvre une alternative éthique et morale performante en matière de conduite des aléas d'une croissance socialement solidaire (EL ALAOUI, O.-2021). L'intégration de la dimension religieuse dans le système économique et social incite sur une réglementation équitable du public afin de stimuler les agrégats d'une médiation sociale fondamentale pour examiner un rapprochement notable entre les fonctionnalités de l'économie islamique et celles conventionnelles (El MARZOUKI, A.-2021).

6.2. Cadre de la mise en place d'une institution de la zakat au Maroc : Enjeux et perspectives

Le mouvement de la mise en place d'une gestion institutionnelle de la zakat permet de couvrir des ambitions avancées susceptibles d'aménager, à nouveau l'ordre socio-économique en particulier, et ce dans le but de munir le pouvoir public des initiatives puissantes en termes de soutien des actions étatiques, économiques et sociales. La motivation intrinsèque de formalisation de cette frange islamique a pour principale vocation de contribuer efficacement à l'installation d'une certaine équité et solidarité sociale entre les différentes parties de la société (LAKHYAR, Z-2019). En outre, le traitement de cette approche s'inscrit dans le processus de canalisation d'une transition communautaire capable de renforcer le lien entre l'activité économique et sociale pour répondre aux objectifs de développement durable. La zakat renvoie bel et bien à un moyen ultime et adéquat pour soutenir les finances publiques, et de ce fait minimiser, d'une manière potentielle, les effets des inégalités survenues dont initialement la pauvreté, le chômage et toute autres formes d'exclusion et de précarité sociale. Cependant, le Maroc est l'un des rares pays musulmans ne se dotant pas, jusqu'alors, d'un organe institutionnel chargé de la gestion des fonds émanant de la zakat, ce qui limite séquentiellement la portée des actions de couverture d'une croissance optimale sur le plan économique et social (Hambari, H.-2020).

A cet égard, l'optique d'ancrage de nouvelles mesures institutionnelles est axée, systématiquement sur un examen horizontal et vertical de la place de la zakat dans l'atteinte des objectifs de développement durable intégré. La performance du domaine social facilite l'évaluation des visions stratégiques de développement social, et ce dans le but de consolider les leviers de détermination de l'idéologie de solidarité sociale permanente. L'appréhension orientée de l'impact effectif de la zakat s'inscrit bel et bien dans la gestion d'un segment religieux de justice socio-économique d'affectation des actifs entre les différentes personnes identifiables d'un Etat donné. D'ailleurs, la perception d'institutionnalisation de la zakat constitue, pour le Maroc, une nouvelle opportunité et une alternative puissante devant le dressage des mécanismes performants susceptibles de pondérer efficacement les motivations intrinsèques et extrinsèques d'un développement socio-économique intégré (HASSAB, S.-2021). Ce nouveau cadrage institutionnel est le résultat d'un nouvel élan concrétisant les principes de solidarité sociale au niveau interne et externe, afin de régler, avec rigueur une nette amélioration de la chaîne productive sur le plan économique et social dans le contexte marocain.

A l'heure actuelle, le sujet de la zakat caractérise un grand défi institutionnel pour le Maroc en raison de la diversité de son champ d'application pour mettre en place des mesures appropriées combinant entre les normes religieuses et les lignes directives afin de fonder un cadre économique solide en termes de productivité et d'efficacité. La gestion de la zakat évoque, ainsi, une responsabilité administrative et institutionnelle à part entière pour favoriser un processus fluide de collecte et de distribution des fonds émanant de la zakat en concertation avec les perspectives de développement des pays musulmans (Muhammad, I.-2019). Dans le contexte marocain, et en l'absence d'un cadre institutionnel de réglementation de cette taxe religieuse, la fonctionnalité institutionnelle du contexte de la zakat couvre un ensemble homogène pour veiller à l'harmonisation et l'unification des différentes approches capables d'explorer les potentialités effectives de la zakat pour promouvoir le bien-être économique et social d'une communauté particulière. Il est généralement admis, que le recouvrement de cet acte culturel incite systématiquement sur la conception d'une alternative éthique permettant d'augmenter la performance du système économique islamique dans les pays majoritairement et minoritairement musulmans comme le Yémen, la Malaisie, L'Indonésie, l'Arabie Saoudite et les Philippines (Ridwan, M- 2019). En tant que tel, au Maroc, la prospère d'institutionnalisation effective de la zakat constitue un dilemme perçu sur le plan économique, financier, fiscal et social dans le sens

où l'atténuation de ses effets permet de relativiser les programmes de l'économie classique, et donc justifier un réajustement solide de l'ordre économique et social favorisant une gouvernance financière et sociale solidaire.

7. Conclusion :

Dans le cadre de détermination des mesures de lancement de la sphère économique-sociale, l'intégration de nouvelles opportunités est devenue nécessaire pour renforcer l'ambition de développement économique et social majeur. La montée puissante des répercussions de la crise de Covid-19 a impacté négativement la scène publique sur le plan économique, financier et social. Le dressage d'une alternative performante s'avère, donc, utile pour configurer l'équilibre socio-économique au sens général. Dans cette perspective, le recours aux instrumentalités de la finance sociale islamique constitue, actuellement, un évènement important pour formaliser les infrastructures relatives au maintien d'une stabilité socio-économique suprême. Au Maroc, la mise en exergue du nouveau modèle de développement reflète bel et bien une occasion cruciale pour relativiser l'intérêt d'accomplissement des bases solides d'une croissance solidaire, intégrée et socialement inclusive (ROUIJEL, R-2019). Le sujet de la zakat renvoie à un acte moral, une dette souveraine, une taxe déterminée et une obligation religieuse pour contribuer, d'une manière significative, au financement des projets sociaux à grande échelle. Les discussions d'institutionnalisation de la zakat constituent un pas compétitif pour consolider une économie sociale favorable à la limitation des effets d'inégalités socio-économiques notamment la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale.

Dès lors, la prise en considération des approches pertinentes est primordiale pour veiller à l'interdisciplinarité d'une démarche socio-économique. Différentes interrogations ont été posées pour mettre en application des rapports déterminants quant à l'appréhension d'un axe de développement distinguant une position dynamisée des leviers de croissance économique, sociale et solidaire. L'examen de cette transition est tributaire du déploiement d'une résilience des œuvres sociales pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, et par conséquent munir un tissu socio-économique durable. A cet égard, l'intégration des programmes du système de l'économie sociale islamique jouie d'une place, non négligeable, pour améliorer la situation socio-économique, et ce tout en misant sur des facteurs prépondérants permettant de favoriser une nette contribution à la

résomption des inégalités socio-économiques, et donc veiller à une bonne gouvernance du capital humain, économique et social. Ainsi, la concrétisation, en termes de prévisibilité, des perspectives conjoncturelles et structurelles d'une justice socio-économique s'inscrit dans le mouvement de structuration du soutien économique afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance islamique dans le processus d'affectation juste de ressources entre l'ensemble des personnes identifiées.

Dans une perception interventionniste positive, le renforcement des infrastructures à caractère social constitue un dilemme effectif envers la contribution des instances politiques de développement économique et social. Ce nouveau calendrier reflète une véritable alternative socio-économique permettant la mise en place des mesures performantes ayant pour principale vocation de capitaliser le renouvellement du chantier de croissance économique et sociale à part entière. De ce fait, la conceptualisation des bases solides d'un fond de développement émane essentiellement du processus d'amélioration de l'aptitude du capital humain afin d'ordonner une répartition équitable de ressources en adéquation avec les instrumentalités de l'économie islamique. En dépit de l'augure des difficultés socio-économiques majeures, la mise en application d'une gestion institutionnelle de la zakat s'avère très utile afin de consolider la théorie par rapport à la réalité de la société dans un cadre de croissance socio-économique inclusive au Maroc.

8. Repères bibliographiques :

- [1] Abdelmawla, M. A. (2014). The impacts of zakat and knowledge on poverty alleviation in Sudan: An empirical investigation (1990-2009). *Journal of Economic Cooperation and Development*, 35(4), 61-84.
- [2] Ab Rahman, A. (2012). The Role of Zakat In Islamic Banking Institutions In Developing The Economy of The Poor and Needy In Malaysia. *Tazkia Islamic Finance and Business Review*, 7(2).
- [3] Abd Samad, K., Said, R., Kamarulzaman, M. H., Mahshar, M., & Normaya, I. (2015). Exploring the Zakat Payment and Firm's Performance of Islamic Banks in Malaysia. In *The 6th International Conference on Governance, Fraud, Ethics and Social Responsibility*.
- [4] Al-Malkawi, H. A. N., & Javid, S. (2018). Corporate social responsibility and financial performance in Saudi Arabia: Evidence from Zakat contribution. *Managerial Finance*.
- [5] Amalia, E. (2019). Good governance for zakat institutions in Indonesia: A Confirmatory factor analysis.
- [6] Amor, S. (2016). Tradition religieuse et justice sociale: l'exemple de la zakat en islam. *Théologiques*, 24(1), 131-146.
- [7] AULIYAH, R., & BASUKI, B. (2021). Ethical values reflected on Zakat and CSR: Indonesian sharia banking financial performance. *The Journal of Asian Finance, Economics, and Business*, 8(1), 225-235.

- [8] Ayuniyyah, Q., Hafidhuddin, D., & Hambari, H. (2020). The Strategies in Strengthening the Role of Zakat Boards and Institutions in Indonesia. *International Journal of Zakat*, 5(3), 73-87.
- [9] Aziz, Y., Mansor, F., Waqar, S., & Haji Abdullah, L. (2020). The nexus between zakat and poverty reduction, is the effective utilization of zakat necessary for achieving SDGs: A multidimensional poverty index approach. *Asian Social Work and Policy Review*, 14(3), 235-247.
- [10] Bahri, E. S., Ariwibowo, P., & Robbani, H. (2020). Productive Zakat on Sharia Perspective and Regulation in Indonesia. *Jurnal LITERATUS*, 2(1), 66-76.
- [11] Begum, H., Alam, A. F., Mia, M. A., Bhuiyan, F., & Ghani, A. B. A. (2019). Development of Islamic microfinance: a sustainable poverty reduction approach. *Journal of Economic and Administrative Sciences*.
- [12] Bin-Nashwan, S. A., Abdul-Jabbar, H., Aziz, S. A., & Sarea, A. (2020). Zakah compliance in Muslim countries: an economic and socio-psychological perspective. *Journal of Financial Reporting and Accounting*.
- [13] Bouanani, M., & Belhadj, B. (2020). Does Zakat reduce poverty? Evidence from Tunisia using the Fuzzy Approach. *Metroeconomica*, 71(4), 835-850.
- [14] Cherkaoui, A. (2016). La Finance Islamique au Maroc: l'Alternative Ethique. *Finance & Finance Internationale*, (2).
- [15] Choiriyah, E. A. N. M., Kafi, A., Hikmah, I. F., & Indrawan, I. W. (2020). Zakat and poverty alleviation in Indonesia: a panel analysis at provincial level. *Journal of Islamic Monetary Economics and Finance*, 6(4), 811-832.
- [16] Colomes, J., & Caire, G. (2020). Vers une institutionnalisation de la co-construction des politiques publiques en économie sociale et solidaire?. *Revue d'Economie Regionale Urbaine*, (5), 887-908.
- [17] Djaghballou, C. E., Djaghballou, M., Larbani, M., & Mohamad, A. (2018). Efficiency and productivity performance of zakat funds in Algeria. *International Journal of Islamic and Middle Eastern Finance and Management*.
- [18] EL ALAOUI, O., & AMEDJAR, M. (2021). L'équilibre macroéconomique dans le système zakataire. *International Journal of Management Sciences*, 4(2).
- [19] EL MARZOUKI, A., & EL HAITAMY, M. (2021). Essai d'analyse de la relation de l'institutionnalisation de la zakat avec la pauvreté au Maroc. *Repères et Perspectives Economiques*, 5(2).
- [20] Hambari, H., Arif, A. A., & Zaim, M. A. (2020, October). The Role of Zakat Institution in Facing Covid-19. In *International Conference of Zakat* (pp. 119-126).
- [21] HASSAB, S., & NAJAB, A. (2021). ZAKAT ET FINANCEMENT SOCIAL: ANALYSE DE L'EXPÉRIENCE DE L'ALGÉRIE ET DE LA MALAISIE. *Revue Economie, Gestion et Société*, 1(28).
- [22] Lahjouji, H., & Rouggani, K. (2016). Zakat and Distribution of Wealth on Islamic Economy: Case of Morocco. *International Journal of Islamic Economics and Finance Studies*, 2(3), 151-160.
- [23] LAKHYAR, Z., & HAMDY, F. (2019). l'impact socio-économique de la zakat. *Recherches et Applications en Finance Islamique (RAFI)*, 3(2), 181-188.
- [24] Muhammad, I. (2019). Analysis of Zakat System in high-income Islamic countries. *The Journal of Muamalat and Islamic Finance Research*, 1-11.
- [25] Ridwan, M., Asnawi, N., & Sutikno, S. (2019). Zakat collection and distribution system and its impact on the economy of Indonesia. *Uncertain Supply Chain Management*, 7(4), 589-598.
- [26] ROUIJEL, R., & EL MARZOUKI, A. (2019). The perception of Moroccan about a potential Zakat institution: An exploratory study. *The International Revue of Entrepreneurial Finance*, 2(1).